

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/N/192
21 juin 2002

(02-3458)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION CONJOINTE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES ET DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

Notification au titre de l'article V:7 a) de l'Accord général sur le commerce des services

Conformément au paragraphe 7 a) de l'article V de l'AGCS, les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part, notifient la Décision n° 2/2001 du Conseil conjoint UE-Mexique portant mise en œuvre des objectifs établis par les articles 6, 9, 12, paragraphe 2, point b), et 50 de l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération (ci-après dénommé "l'Accord") signé à Bruxelles le 8 décembre 1997 et entré en vigueur le 1^{er} octobre 2000. La notification formelle est présentée conformément au modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords d'intégration économique relatifs aux services, dont a pris note le Comité des accords commerciaux régionaux à sa réunion du 2 mai 1997.

Afin que les Membres puissent procéder plus facilement à l'examen prévu, les dispositions de la Décision relatives au commerce des services ont été indiquées dans la notification. Le texte intégral de la Décision où figurent ces dispositions, en version originale, est disponible au Secrétariat de l'OMC. La Décision a été publiée au Journal officiel des Communautés européennes (L 70 du 12 mars 2001, page 7) et au Journal officiel des États-Unis du Mexique:

- 26 juin 2000: "Decreto Promulgatorio del Acuerdo de Asociación Económica, Concertación Política y Cooperación entre los Estados Unidos Mexicanos y la Comunidad Europea y sus Estados Miembros, la Decisión del Consejo Conjunto de dicho Acuerdo; y la Decisión del Consejo Conjunto del Acuerdo Interino sobre Comercio y Cuestiones Relacionadas con el Comercio entre los Estados Unidos Mexicanos y la Comunidad Europea".
- 30 septembre 2000, "Acuerdo por el que se da a conocer la entrada en vigor del Acuerdo de Asociación Económica, Concertación Política y Cooperación entre los Estados Unidos Mexicanos, por una parte, y la Comunidad Europea y sus Estados Miembros, por otra".
- 28 février 2001, "Acuerdo por el que se da a conocer la entrada en vigor de la Decisión del Consejo Conjunto del Acuerdo de Asociación Económica, Concertación Política y Cooperación entre los Estados Unidos Mexicanos, por una parte, y las Comunidades Europeas y sus Estados Miembros, por otra".

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Liste des Membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

La Décision n° 2/2001 du Conseil conjoint UE-Mexique établit les règles de procédure du Conseil conjoint UE-Mexique et du Comité conjoint UE-Mexique. La Décision du Conseil conjoint UE-Mexique met en œuvre les objectifs établis dans les articles 6, 9, 12 et 50 en liaison avec l'article 47 de l'Accord entre les Communautés européennes et leurs États membres (15), agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part. La Décision est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2001. La Décision du Conseil conjoint a été signée le 27 février 2001.

2. Nature de l'Accord

La Décision est l'instrument juridique permettant de mettre en œuvre et d'arrêter les modalités nécessaires à la mise en œuvre des objectifs établis par l'Accord entre l'UE et le Mexique pour une libéralisation progressive et réciproque du commerce des services, conformément à l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"AGCS") (articles 4 et 6 de l'Accord), une libéralisation progressive des investissements et des paiements correspondants (article 9), pour assurer une protection suffisante et effective des droits de propriété intellectuelle (article 12) et mettre en place un mécanisme de règlement des différends (article 50).

3. Champ d'application

S'agissant des secteurs des services, la Décision couvre, en principe, tous les secteurs de services et tous les modes de fourniture (*voir Section II b) ci-dessous*), à l'exception des services audiovisuels, des services aériens, y compris les services de transport aérien intérieur et international, et le cabotage maritime.

II. DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES

1. a) Dispositions de la Décision qui sont à prendre en compte dans le contexte de l'AGCS:

- Titre I - "Dispositions générales": Article 1 - Champ d'application de la décision
- Titre II - Chapitre I: "Dispositions générales"; chapitre 2: "Transport maritime", chapitre 3: "Services financiers" et chapitre 4: "Exceptions générales";
- Titre III - "Investissements et paiements correspondants";
- Titre VI - "Missions spécifiques du Comité conjoint eu égard au commerce et aux autres questions qui touchent au commerce".

b) Ces dispositions de la Décision constituent un accord libéralisant le commerce des services entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part, au sens du paragraphe 1 de l'article V, étant donné que:

- la Décision a une couverture sectorielle universelle qui englobe toutes les activités de services, excepté celles énoncées à l'article 2, paragraphe 2 (à

savoir services audiovisuels, services aériens, et cabotage maritime), les exceptions spécifiques relatives aux services financiers énoncées à l'article 26 et les exceptions générales énoncées à l'article 27. Ces exclusions sont pleinement compatibles avec les exceptions visées aux articles II, XIV et XIV*bis* de l'AGCS et plus particulièrement avec l'Annexe sur les services de transport aérien, article 1, paragraphe 3, et l'Annexe sur les services financiers de l'AGCS, l'article 2 a);

- la Décision prévoit la libéralisation du commerce selon tous les modes de fourniture, à savoir commerce "transfrontières", "consommation à l'étranger", et "présence commerciale" (avec ou sans mouvement de personnes physiques) ainsi que "mouvement de personnes physiques" (article 2, paragraphe 1);
 - la Décision prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination, par l'élimination des mesures discriminatoires existantes et l'interdiction de nouvelles mesures discriminatoires ou de mesures plus discriminatoires (voir notamment l'article 7, paragraphe 1);
 - trois ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la Décision, le Conseil conjoint adoptera une décision établissant l'élimination de toute discrimination subsistant entre les parties dans les secteurs et les modes de fourniture soumis à réglementation; cette décision comportera une liste d'engagements et un échéancier de libéralisation pour chaque partie. Une période de transition de dix ans est prévue (voir les articles 7 et 10, paragraphe 5).
- c) Les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part, ont négocié leurs listes d'engagements spécifiques et leurs listes d'exemptions NPF au cours du Cycle d'Uruguay. L'entrée en vigueur de l'Accord européen n'a pas nécessité de modifier ou d'amender ces listes. L'Accord européen a pour but de faciliter le commerce entre les parties. Aucune de ses dispositions ne vise à relever le niveau des restrictions commerciales dans le secteur des services pour les autres Membres de l'OMC.

2. Règles d'origine

On entendra par "personne morale communautaire" ou par "personne morale mexicaine" une personne morale constituée conformément à la législation d'un État membre de la Communauté ou du Mexique respectivement, et dont le siège social, l'administration centrale, ou le lieu principal d'activité se situent sur le territoire de la Communauté ou du Mexique, respectivement. Toutefois, si la personne morale n'a que le siège social ou l'administration centrale sur le territoire de la Communauté ou du Mexique respectivement, elle n'est pas considérée comme une personne morale communautaire ou mexicaine, sauf si ses activités ont un lien réel et permanent avec l'économie de la Communauté ou du Mexique, respectivement (article 3, point e)).

3. Normes/reconnaissance

Trois ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la Décision, le Conseil conjoint prendra les mesures nécessaires en vue de la négociation d'accords prévoyant la reconnaissance mutuelle de qualifications et d'autres règlements, aux fins de satisfaire aux critères appliqués en matière d'autorisation, d'obtention de licences, de l'opération et de la

certification des fournisseurs de services et, en particulier, de services professionnels (article 9).

4. Sauvegardes

La Décision contient des dispositions relatives aux difficultés de balance des paiements dans la Communauté ou au Mexique (article 31, paragraphe 1) et aux mesures de sauvegarde strictement nécessaires qui peuvent être prises par les parties pendant une période ne dépassant pas six mois lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les paiements liés aux investissements entre les parties causent, ou menacent de causer, de graves difficultés au niveau du fonctionnement de la politique de taux de change ou de la politique monétaire (article 30, paragraphe 1).

5. Transports maritimes/services financiers

Les services de transport maritime et les services financiers sont régis par les dispositions des chapitres II et III respectivement, sauf indication contraire (articles 2, paragraphe 3, 10, et 11 à 26).

6. Marchés publics

Aucune disposition relative à la libéralisation progressive du commerce des services ne sera interprétée comme imposant une obligation en matière de marchés publics.

7. Subventions

Aucune disposition relative à la libéralisation progressive du commerce des services ne s'appliquera aux subventions accordées par les parties.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Des exceptions sont prévues à l'article 26 (spécifiques aux services financiers) et à l'article 27 (exceptions générales).

2. Adhésion

La Décision ne contient pas de dispositions permettant à d'autres pays d'adhérer à l'Accord. Néanmoins, dûment modifié, l'Accord s'appliquera à tout nouvel État membre des Communautés européennes.

3. Procédures de règlement des différends

Chacune des deux parties peut demander la mise en place d'un groupe spécial d'arbitrage pour tout différend relatif aux instruments juridiques couverts, conformément à l'article 37, si les consultations n'ont pas permis de résoudre ce différend (article 38). En aucun cas les instances d'arbitrage établies en vertu du présent titre n'ont à connaître des questions relatives aux droits et obligations de chacune des parties en vertu de l'OMC et sont sans préjudice de toute action possible dans le cadre de l'OMC (article 43).

4. Cadre institutionnel

Le Comité conjoint est chargé de missions spécifiques et doit rendre compte chaque année au Conseil conjoint

IV. AUTRES

Le texte intégral de la Décision peut être obtenu auprès:

- du Secrétariat de l'OMC;
 - de la Commission européenne;
 - des États-Unis du Mexique.
-